



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

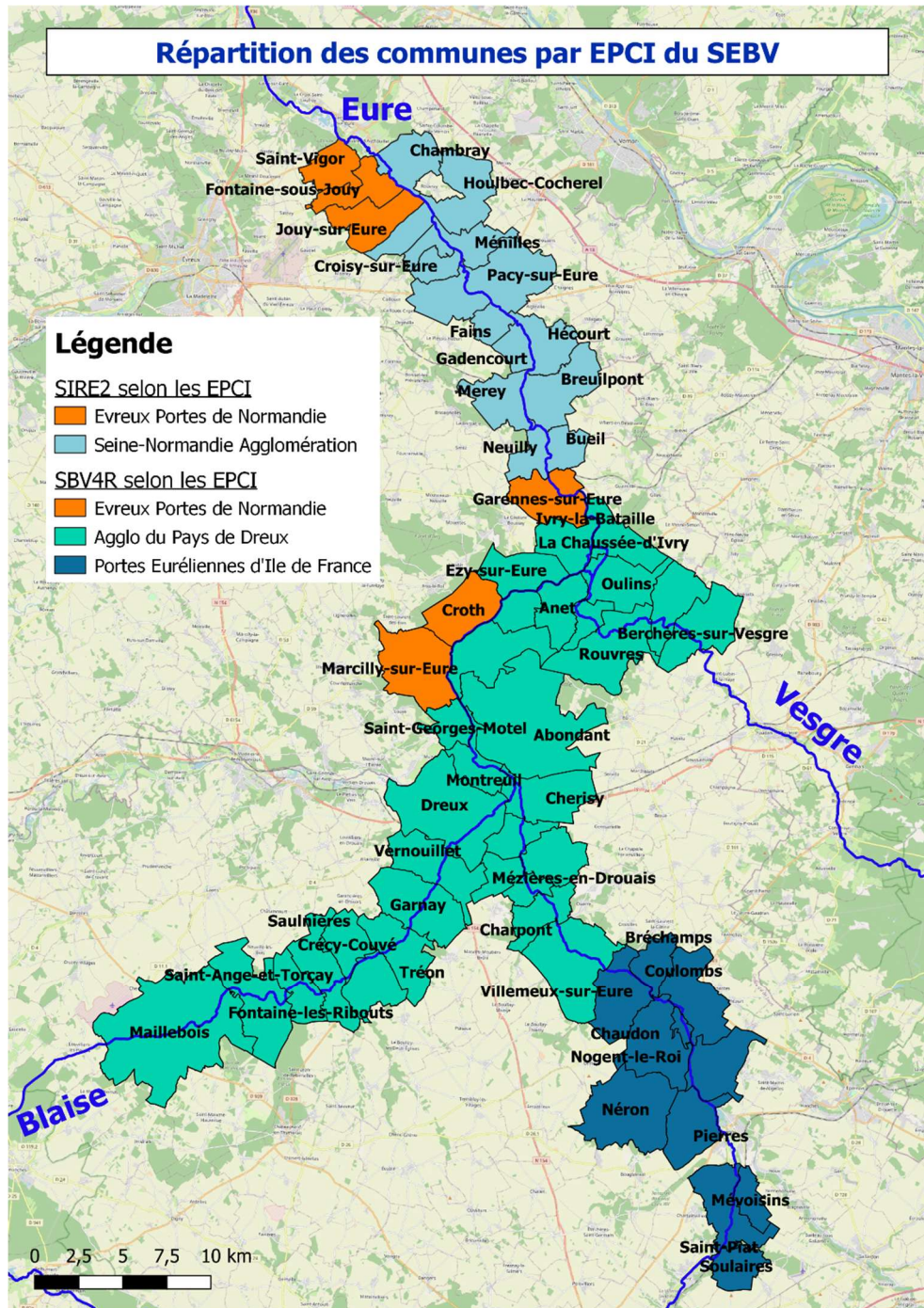
Comité syndical du 11 Février 2026

14h30

Salle municipale des associations et de la culture
Sainte-Gemme Moronval

UN TERRITOIRE, 3 RIVIERES, 4 EPCI, 62 COMMUNES...

Répartition des communes par EPCI du SEBV



Travaux 2024/2025 (Berchères sur Vesgre)



I. Rappel des objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) et du contexte économique et social national

I.1 Rappel des objectifs du DOB

Le débat d'orientation budgétaire se tient dans les deux mois précédant le vote du budget. Il est obligatoire dans les syndicats de plus de 3 500 habitants et doit avoir lieu dans les 10 semaines avant l'examen du budget par l'assemblée délibérante (article L5217-10-4 du CGCT).

Il a vocation à éclairer le vote des élus et de permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des propositions financières et budgétaires qui figeront dans le budget primitif du syndicat.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) tient compte d'éléments exogènes qui conditionnent en grande partie la capacité financière de la collectivité :

- Le contexte économique et social ;
- L'impact de la Loi de finances 2026 sur le budget des collectivités locales ;
- Les décisions nationales relatives à la rémunération et à la protection sociale des agents.

I.2 Contexte général

Compte tenu de l'organisation des élections municipales en mars 2026 et dans l'attente des élections dans les agglomérations, le budget 2026 sera voté lors de la séance du Comité Syndical du 10 mars prochain.

Cette échéance permet d'assurer la continuité du service avant les élections au niveau du syndicat et permet également à l'assemblée délibérante qui sera élue en mai/juin de procéder au vote d'un budget supplémentaire pour ajuster les crédits en adéquation avec ses orientations politiques souhaitées pour le syndicat.

Le budget primitif adopté en mars reprendra si possible les résultats définitifs du compte administratif 2025.

I.3 **Priorité majeure nationale : en attente PLF**

II. 2025 : Fusion, réorganisation pour un retour à la dynamique

La fusion du SBV4R et du SIRE2 effective au 1^{er} janvier 2025 a entraîné plusieurs évolutions majeures, notamment le recrutement de 2 agents, ainsi que la réorganisation du service avec une nouvelle répartition des missions.

Cette période de transition a également été marquée par des difficultés administratives et budgétaires longues à résoudre.

Néanmoins, l'activité du service a pu reprendre à un rythme satisfaisant dès le mois d'avril. Les projets existants se sont poursuivis, certains ayant même aboutis (3 sites Saussay et Garennes-sur-Eure, RL Ivry-la Bataille-Garnay. De nouveaux projets ont également été identifiés et lancés (RCE Montreuil, Chérisy...).

Les études liées à la Prévention des Inondations ont été reprise en Mai par la nouvelle chargée de mission.

Autres éléments :

- Des rencontres et des échanges réguliers avec l'AESN et les DDT ;
- Des visites sur sites avec nos partenaires financiers ;
- Participation au comité de pilotage de la prévention et gestion du risque d'inondation sur l'Eure ;
- Des délais de validation des dossiers variables ;
- L'obligation de réaliser des inventaires Faune et Flore avant le lancement de tout projet RCE ou RL dans le 28 (dorénavant le SEBV l'intégrera dans le marché de MOE) ;
- La fin du Contrat Territorial Eau et Climat signé en milieu d'année 2021 avec une inscription des principaux projets (études, travaux animations) du SEBV pour le volet relatif aux milieux aquatiques ;
- La fin du 11^{ème} programme de financement de l'AESN ;
- La révision des statuts du SEBV (passage à 31 délégués et principe de solidarité).

Des variables prises en compte dans le budget 2025 :

- Une l'enveloppe des participations fixée à 819 880 € ;
- Le coût des études sur les systèmes d'endiguements et leur gestion (subventions faibles voire absentes, mise en place de matériel de suivi...) ;
- Les frais de fonctionnement induits par la fusion (transfert de comptes, frais d'énergie, de locaux, prestations informatiques, comptables, nouveau véhicule...)
- Les frais de personnel (recrutements et ajustements des rémunérations entre les techniciens).

III. Activités 2025

L'activité des techniciens (GEMA : Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques) a consisté en 2025 à poursuivre les dynamiques engagées sur les études et les travaux :

Les travaux réalisés en 2024 à Garnay (restauration hydromorphologique), à Ivry-la-Bataille (abattage) et à Garennes-sur-Eure (restauration de la continuité écologique) ont été finalisés en début d'année.

Par ailleurs, les travaux de restauration des berges de l'Eure (chantiers PPRE) à Bueil et Chambray ont été réalisés, ceux prévus à Pacy-sur-Eure et Ménilles seront exécutés en 2026.

Les **travaux de Restauration de la Continuité Ecologique (RCE)** à Aunay-sous-Crécy ont également débuté en septembre pour une durée d'environ 4 mois.

L'étude d'Avant-Projet (AVP) de restauration des berges à Montreuil a été finalisée en 2025, un marché (phase PRO et maîtrise d'œuvre) sera lancé début 2026, pour des travaux programmés en 2027.

Les études de restauration de la continuité écologique sur les communes de Marcilly-sur-Eure, Vernouillet et Cherisy ont avancé, les travaux devraient aboutir dans les années à venir.

Les études nécessaires à l'élaboration **des Programmes Pluriannuels en faveur des Milieux Aquatiques et Humides (PPMAH)** se sont poursuivies. Ainsi, à l'instar de la Vesgre en 2024, l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de restauration de la Blaise a été obtenu en septembre (PPMA). Le diagnostic de la rivière Eure (PPMA) a été réalisé sur l'ensemble du territoire du SEBV, l'étude initiale ayant été étendue à l'Eure aval en cours d'année (territoire de l'ex-SIRE2). Les propositions d'actions seront présentées en comité de pilotage (COPIL) en début d'année 2026 afin d'obtenir les arrêtés en cours d'année. Concernant le PPMH, le diagnostic terrain de l'ensemble du territoire de l'ex-SBV4R a été réalisé et les propositions d'actions de restauration/gestion des zones humides de la Vesgre ont été présentées en COPIL en décembre 2025. L'étude se poursuivra l'an prochain et sera étendue au territoire de l'ex-SIRE2.

Enfin, une part importante du temps de travail a été consacrée à la rencontre des propriétaires riverains de cours d'eau, dans le cadre de projets en cours ou à venir, ou simplement afin de prodiguer des conseils en matière d'entretien des berges.

Concernant la compétence Prévention, arrivée au sein du syndicat en mai, **la chargée de mission PI** a repris le suivi des études de Préventions des inondations :

La régularisation des quatre Systèmes d'Endiguement (SE) engagées en 2023 pour les digues recensées sur le territoire du SEBV.

La priorité a été donnée au SE de Nogent-le-Roi déjà classé. L'instruction du dossier pour le SE de Nogent-le-Roi est terminée et l'arrêté préfectoral (AP) de classement a été obtenu. Une étude de sécurisation a ensuite été lancée afin de préciser le devenir du SE. Un travail conséquent a été mené sur la rédaction des dossiers, l'organiser des astreintes, la formation des agents et des élus ainsi que sur l'élaborer les documents d'organisation. Le suivi du niveau de l'eau à nécessité à l'installation d'une sonde, d'une échelle limnimétrique sur le pont de LORMAYE, ainsi que le passage d'une convention avec le Département. Des conventions de passages ou d'entretien ont également été rédigées afin de permettre l'accès au SE. Enfin des plans de gestion sont actuellement en cours d'élaboration pour réaliser un premier entretien du site. L'étude du SE d'Aunay/Tréon a été mise en pause dans l'attente de la finalisation des travaux de RCE. Concernant les SE de Croth et Saussay/Ezy, l'étude se poursuivra en 2026.

L'étude du risque d'inondation sur le Bassin Versant de la Vesgre. Cette étude est portée par le SEBV. En 2024, l'étude a démarré sur les territoires des membres associés : la Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux, la Communauté de Communes du Pays Houdanais, la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines, la Communauté d'Agglomération de Rambouillet Territoires et le Syndicat du Bassin Versant des 4 rivières. Cette étude a connu une avancée significative en 2025 par la réalisation du diagnostic de terrain auprès des communes concernées.

Cette étude a pour finalité une mise en œuvre concrète et rapide d'aménagements permettant de limiter et de réduire les inondations sur le territoire.

L'activité des gardes rivières s'est poursuivie pendant l'année avec un contrôle régulier des abords des rivières, la rencontre avec des élus locaux ou des riverains de cours d'eau pour des conseils ou des signalements divers. Les

problèmes liés aux embâcles restent encore les sujets les plus récurrents. A cet effet, des fiches de conseils aux riverains ou de rappels de la réglementation sont toujours disponibles en ligne sur notre site internet.

En 2026, outre la poursuite de ces études et la réalisation des travaux qui en découleront, le syndicat devra prospecter de nouveaux projets et continuer son accompagnement des communes et des riverains, notamment par des rencontres et des actions de communication.

En annexe : Le Bilan d'activité 2025 regroupe l'ensemble des actions menées au cours de l'année passée.

IV. Le résultat provisoire 2025

IV.1 Résultat global (janvier 2026)

| | DEPENSES 2025 | RECETTES 2025 |
|----------------|---------------|---------------|
| FONCTIONNEMENT | 718 890,32 | 1 056 605,73 |
| INVESTISSEMENT | 805 581,76 | 613 954,75 |



Résultat global provisoire
+ 146 088,40 €

Le résultat de la section de fonctionnement : **+337 715,41 €**.

Le résultat d'investissement : **-191 627,01 €**.

Le résultat global de l'exercice sera intégré au budget primitif 2026 au plus tard avant le 30 juin 2026, en concomitance avec le vote du compte administratif 2025.

IV.2 La section de fonctionnement CA 2025

IV.2. a Dépenses de fonctionnement CA 2025

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT En euros | BP025 | CA 2025 |
|---|-------------------|-------------------|
| Charges à caractère général chap011 | 135 080,00 | 111 166,48 |
| Charges de personnel chap012 | 468 248,00 | 372 576,15 |
| Autres charges de gestion courante chap | 83 410,00 | 65 742,07 |
| Charges financières chap66 | 3 400,00 | 2 548,57 |
| Amortissements chap042 | 180 000,00 | 166 857,05 |
| Charges exceptionnelles chap 67 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 870 138,00 | 718 890,32 |

Virement section invest 450 000,00

Excédent placé 1 047 284,45

2 367 422,45

Les dépenses de fonctionnement sont globalement maîtrisées. Les dépenses à caractère général sont certes inférieures aux prévisions mais elles sont néanmoins en augmentation en raison de la réorganisation du service.

La masse salariale représente 52% du budget de fonctionnement (CA 2025). Le recrutement tardif d'une chargée de mission PI et d'une assistante administrative, ainsi que la nomination d'un technicien au poste de responsable technique sans recrutement supplémentaire expliquent l'écart constaté entre le prévisionnel de ce chapitre et son exécution.

IV.2. b Recettes de fonctionnement CA 2025

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT En euros | BP025 | CA 2025 |
|---|---------------------|---------------------|
| Participations des EPCI ch74 | 819 880,00 | 819 880,00 |
| Subventions (postes et fonct.) AESN et Région ch7 | 129 548,20 | 124 319,00 |
| Rbt postes ASCO et CASEch74 | 24 000,00 | 22 161,92 |
| FCTVA ch 74 | 2 181,35 | 0,00 |
| Opérations d'ordre entre section chO42 | 86 677,80 | 86 706,11 |
| Autres produits ch77 | 1 000,00 | 3 538,70 |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 1 063 287,35 | 1 056 605,73 |

Excédent reporté

1 304 135,10

2 367 422,45

Les deux sources principales de recettes de fonctionnement sont les participations des **4 EPCI membres**, mais également les subventions de notre partenaire financier qu'est l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Elles sont fonction du nombre d'agents techniques, de leur implication dans le volet animation et de la masse salariale correspondante. Pour 2025, l'**AESN** a lancé un nouveau programme de financement et devrait participer à hauteur de **80 %**. Elle devient ainsi notre **unique financeur** sur ce volet animation.

IV.3 La section d'investissement CA 2025

IV.3. a Dépenses d'investissement CA 2025

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT En euros | BP025 | CA 2025 |
|---|---------------------|-------------------|
| Emprunts-chap.16 | 18 971,08 | 18 971,08 |
| Etudes et Frais d'insertion-chap.20 | 827 849,96 | 229 428,59 |
| Reste à charge SEBV-chap 204 | 53 000,00 | 0,00 |
| RL Vacheresse remise en état (rbt commune p | 20 688,71 | |
| Immobilisations corporelles | | 20 688,71 |
| Matériel roulant-chap.21 | | 13 537,76 |
| Matériel informatique - chap.21 | 83 604,10 | 1 518,00 |
| Mobilier- chap.21 | | 521,33 |
| Matériel divers- chap.21 | | 7 706,28 |
| Avances et acomptes-chap.23 | 50 000,00 | 0,00 |
| Op. Ordre de transfert entre sections-cha | 86 677,80 | 86 706,11 |
| Opérations patrimoniales-chap.041 | 50 000,00 | 0,00 |
| Opérations sous mandat (PPRE-RCE)- cha | 1 392 234,67 | 426 503,90 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 2 583 026,32 | 805 581,76 |

Le taux de réalisation des investissements s'établit à environ **31 %** par rapport aux prévisions. Ce niveau s'explique par le retard constaté dans la mise en œuvre de certains projets dus notamment au décalage entre la fin des travaux et la facturation, à des contraintes techniques imprévues, à la nécessité de mener des investigations complémentaires ou à des difficultés de mobilisation de certains acteurs :

- - **100 000 € (RCE 3 sites)** : impossibilité de réaliser les travaux préparatoires (abattage) à Marcilly/Eure fin 2025, car les contraintes techniques étaient trop importantes pour les entreprises en automne/hiver, report à l'été 2026 à la période favorable ;
- - **61 000 € RCE 3 sites)** : solde des travaux à Garennes/Eure reporté à début 2026 ;

- - 164 000 € (RCE Soufflet-Miroir) : travaux finalisés début 2026, solde prévu à la suite + imprévus non consommés ;
- - 100 000 € (Restauration du Ru des Fontaines à Croth) : contraintes techniques liées à la présence de réseaux, report du projet à 2026 ;
- - 190 000 € (Travaux de restauration de la Vesgre) : projet annulé par un des propriétaires, report en 2026 sur un autre secteur ;
- - 80 000 € (PPRE Pacy-Ménilles-Bueil-Chambray) : moitié des chantiers réalisés, achèvement en 2026 ;
- - 100 000 € (PPMH) : retard dans l'avancement de l'étude ;
- - 80 000 € (Etude BV Vesgre) : bien avancée mais retardée car nécessité de réaliser des relevés topographiques ;
- - 169 000 € (Etudes digues de Croth et SE Saussay/Ezy et Saulnière/Tréon) : mise en stand-by pour vérification lien entre le SE.

IV.3. b Recettes d'investissement CA 2025

| RECETTES D'INVESTISSEMENT En euros | BP025 | CA 2025 |
|--|---------------------|-------------------|
| FCTVA-chap.10 | 1 416,38 | 3 597,73 |
| Subventions AESN/Régions/Départ.-chap.13 | 345 422,51 | 69 940,71 |
| Excédent de fonct affecté | 355 230,26 | 355 230,26 |
| Autres agenc. et aménag. de terrain-chap. 21 | 0,00 | 0,00 |
| OP Ordre de transfert sect-Amort-chap.040 | 180 000,00 | 166 857,05 |
| Opérations patrimoniales-chap.041 | 50 000,00 | 0,00 |
| Opérations sous mandat-chap. 045 | 1 180 702,78 | 18 329,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2 112 771,93 | 613 954,75 |
| <i>Excédent reporté</i> | <i>20 234,39</i> | |
| <i>virement section invest</i> | <i>450 000,00</i> | |
| | 2 583 006,32 | |

Les recettes d'investissement prévues sont à la hauteur des investissements réalisés avec un financement des études et travaux RL et RCE à compris entre 80% et 90% du montant TTC.

Quant aux études relatives à la PI, elles ne sont quasiment pas financées (sauf BV Vesgre).

IV.4 Les résultats cumulés

| | |
|--------------------------|--------------|
| Résultat fonct. SEBV | 337 715,41 |
| Résultat fonct. N-1 SEBV | 1 304 135,10 |
| Résultat cumulé | 1 641 850,51 |

| | |
|---------------------------|-------------|
| Résultat invest. SEBV | -191 627,01 |
| Résultat invest. N-1 SEBV | 20 234,39 |
| Résultat cumulé | -171 392,62 |

Le déficit d'investissement 2025 sera comblé par l'affectation d'une partie du résultat cumulé excédentaire de la section de fonctionnement .

V. Les orientations générales de 2026

V.1 Poursuivre un programme d'investissement dynamique sur le territoire :

- Avancer et finaliser les études en cours ;
- Finaliser les études issues de la PI et envisager les suites à donner ;
- Lancer des nouveaux projets ;
- Lancer une politique d'acquisition de terrains (zone d'expansion de crue) ;
- Participer aux mesures prévues dans la feuille de route inondation (Préfecture) ;

V.2 Equilibre budgétaire :

- Présenter un budget en équilibre avec, si possible, reprise anticipée des résultats ;
- Provisionner pour des risques et charges (digues et personnel) ;
- Une enveloppe des participations des EPCI membres fixée à 852 695 € ;
- Conserver un niveau satisfaisant d'autofinancement et mobiliser le maximum de financements ;
- Intégrer le nouveau du Contrat Territorial Eau et Climat et le 12^{ème} programme d'intervention de l'agence Seine-Normandie ;
- Optimiser les dépenses en fonction des besoins du Syndicat.

V.3 Evolution des statuts SEBV :

- Préparation des nouveaux statuts du SEBV pour étendre son périmètre aux 103 communes non encore couvertes par le Syndicat (communes du BV d'Eure) ;

V.4 Communication du SEBV :

- Renforcer les coopérations avec les partenaires institutionnels et les partenaires financiers (AESN, conseil départemental, conseil régional, DDT...) ;
- Echanger avec les partenaires œuvrant dans le domaine ;
- Être présent sur le territoire auprès des communes et des riverains ;
- Valoriser l'attractivité du site internet (carte interactive des projets, mise à jour régulière...) ;
- Renforcer la communication sur le Syndicat notamment par la réalisation de fiches thématiques ;
- Communiquer sur la prévention des inondations : plan de gestion aux riverains, Panneau Pocket.

V.5 Personnel :

- Maintenir les contrats actuels (4 CDD) ;
- Consolider l'équipe (binôme) et lien entre les 2 sites du territoire (Ste Gemme-Moronval et Fains) ;
- Adapter l'organisation du service en fonction de la nouvelle structure et des projets ;
- Consolider les compétences (formation des agents) ;
- Anticiper le départ en retraite du garde-rivière (2027) ;
- Organiser les astreintes.

VI. Perspectives budgétaires 2026

VI.1 Quel équilibre budgétaire pour 2026

Le budget 2026 s'appuiera la maîtrise des dépenses de fonctionnement et sur l'excédent de fonctionnement pour alimenter les futures dépenses d'investissement estimées pour le moment dans une fourchette comprise entre **2 400 -2 700 000 €**.

A compter de 2026, de **nouvelles charges de fonctionnement** seront à inclure au budget. En effet, les études pour définir des plans de gestion pour les SE et la réalisation des entretiens définis par ces plans sont des dépenses imputables à la section de fonctionnement et obligatoire dans le cadre de la responsabilité de gestionnaire du SEBV.

En dépit des contraintes budgétaires existantes et les besoins nouveaux issus de la fusion, le SEBV devra s'attacher à **maitriser les dépenses de fonctionnement** du syndicat tout en **optimisant ses ressources** que sont les participations des EPCI et les subventions des partenaires institutionnels (AESN, département, région).

L'année 2026 sera une **année de réflexion sur la politique d'investissement** à engager par le SEBV sur la période 2026-2032 : montant des participations, plan pluriannuel d'investissement existant à affiner, quelles orientations GEMA quelles orientations PI ?.

VI.2 Quels investissements 2026 ?

Les investissements porteront sur la finalisation ou la poursuite des projets déjà engagés en 2024 et 2025 répartis de manière relativement homogène à l'échelle du syndicat. Par ailleurs, certains projets entreront phase d'étude pour une durée de 1 ou 2 ans avant de pouvoir être engagés en phase opérationnelle.

Ci-dessous le tableau prévisionnel des investissements période 2025-2030.

| Projets | Financements | | | Dépenses prévisionnelles 2025-20230 | | | | | Dépenses prévisionnelles 2025-20230 | | | | |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Coût TTC | Subventions TTC | RAC SEBV TTC | Réalisé ant | 2026 | 2027 | 2028 | 2029+ | Réalisé | 2026 | 2027 | 2028 | 2029+ |
| RCE 3 sites | 1 817 324,22 | 1 488 909,38 | 328 414,84 | 940 571,00 | 876 733,22 | | | | 599 946,00 | 868 416,71 | 20 546,66 | | |
| RCE 2 sites Ste Ouen/Berchères | 327 578,52 | 289 916,67 | 37 661,85 | 324 626,52 | 2 952,00 | | | | 233 992,00 | 55 924,67 | | | |
| RCE Miroir Soufflet | 369 188,20 | 301 047,86 | 68 140,34 | 276 812,58 | 92 375,62 | | | | 42 360,00 | 258 687,86 | | | |
| RCE Eure Coulis | 500 000,00 | 400 000,00 | 100 000,00 | | 100 000,00 | | 400 000,00 | | | 80 000,00 | | 320 000,00 | |
| RCE Moulin de Bourray | 313 500,00 | 250 800,00 | 62 700,00 | | 13 500,00 | | 300 000,00 | | | 10 800,00 | | 240 000,00 | |
| Nouvelles études | 100 000,00 | 80 000,00 | 20 000,00 | | | | 100 000,00 | | | | | 80 000,00 | |
| RL Croth-Les Fontaines | 100 704,24 | 80 563,39 | 20 140,85 | | 100 704,24 | | | | | 80 563,39 | | | |
| RCE Moulin de Louvet et usine des eaux Vernouillet | 309 487,53 | 214 475,62 | 95 011,91 | 18 225,00 | 71 262,53 | 220 000,00 | | | | 38 475,62 | 176 000,00 | | |
| RL Montreuil | 887 487,29 | 713 508,23 | 173 979,06 | 34 560,00 | 52 927,29 | 800 000,00 | | | 30 207,00 | 43 301,23 | 640 000,00 | | |
| RCE 2 sites Chérisy | 633 942,00 | 557 953,60 | 75 988,40 | 37 648,74 | 96 293,26 | | 500 000,00 | | 70 984,00 | 36 969,60 | 450 000,00 | | |
| PPMA | 331 350,00 | 285 240,00 | 46 110,00 | 222 861,00 | 86 259,00 | 20 250,00 | | | 133 433,00 | 0,00 | 151 807,00 | | |
| PPMH | 258 310,00 | 206 648,00 | 51 662,00 | 44 550,00 | 215 760,00 | | | | 102 769,00 | 103 879,00 | | | |
| Travaux PPMHA Vesgre 2026 | 200 000,00 | 160 000,00 | 40 000,00 | | 200 000,00 | | | | | 160 000,00 | | | |
| Travaux PPMHA Vesgre 2027-2030 | 300 000,00 | 240 000,00 | 60 000,00 | | | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | | | 80 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 |
| Travaux PPMHA Blaise 2027-2030 | 400 000,00 | 320 000,00 | 80 000,00 | | | 100 000,00 | 100 000,00 | 200 000,00 | | | 80 000,00 | 80 000,00 | 160 000,00 |
| Travaux PPMHA Veure amont 2027-2030 | 400 000,00 | 320 000,00 | 80 000,00 | | | 100 000,00 | 100 000,00 | 200 000,00 | | | 80 000,00 | 80 000,00 | 160 000,00 |
| RL-Seuils Garnay | 96 991,20 | 77 592,96 | 19 398,24 | 96 991,20 | | | | | | 77 592,96 | | | |
| RL-Peupliers Ivry | 39 979,58 | 31 983,67 | 7 995,92 | 39 979,58 | | | | | | 31 983,67 | | | |
| RL-Vacheresse communal bourg | 20 688,71 | 20 688,71 | 0,00 | 20 688,71 | | | | | 20 688,71 | | | | |
| PPRE Pacy-Ménilles, Bueil, chambray | 149 068,80 | 139 131,04 | 9 937,76 | 83 791,61 | 65 277,19 | | | | 8 199,00 | 130 932,04 | | | |
| RCE 4 sites: Lorey-Merey-Breuilpont-Chambray | 20 000,00 | 16 000,00 | 4 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | | | | | 16 000,00 | | |
| Travaux PPMHA Eure aval 2026: chemin planchettes Breuilpont- chemin communal Ménilles | 150 000,00 | 120 000,00 | 30 000,00 | | 150 000,00 | | | | | 120 000,00 | | | |
| Travaux PPMHA Eure aval 2027-2030 | 200 000,00 | 160 000,00 | 40 000,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | 100 000,00 | | | 40 000,00 | 40 000,00 | 80 000,00 |
| Etude digue de Croth | 268 535,40 | 106 773,00 | 161 762,40 | 151 197,90 | 117 337,50 | | | | 32 682,60 | 74 090,40 | | | |
| Etudes de danger digue de Nogent | 389 693,60 | 0,00 | 389 693,60 | 185 465,40 | 4 228,20 | 100 000,00 | 100 000,00 | | | | | | |
| Etudes digues Saussay -Ezy -Saulnières -Tréon | 482 798,59 | 123 775,50 | 359 023,09 | 431 298,60 | 51 499,99 | | | | 94 975,50 | 28 800,00 | | | |
| Etude BV Vesgre | 466 079,17 | 372 863,34 | 93 215,83 | 79 237,79 | 386 841,38 | | | | 157 550,00 | 215 313,34 | | | |
| PI Etude Merlons Ex SIRE2 | 100 000,00 | 80 000,00 | 20 000,00 | | 10 000,00 | 90 000,00 | | | | 0,00 | 80 000,00 | | |
| Nouvelles études PI | 762 000,00 | 609 600,00 | 152 400,00 | | | 381 000,00 | 381 000,00 | | | | 304 800,00 | 304 800,00 | |
| PI acquisitions foncières | 200 000,00 | 160 000,00 | 40 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| Panneaux de communication | 34 929,54 | 24 090,59 | 10 838,95 | | | 34 929,54 | | | | | 24 090,59 | | |
| Total | 10 629 636,59 | 7 951 561,56 | 2 678 075,03 | 2 988 505,63 | 2 753 951,42 | 2 056 179,54 | 2 181 000,00 | 650 000,00 | 1 527 786,81 | 2 455 730,50 | 2 183 244,25 | 1 264 800,00 | 520 000,00 |

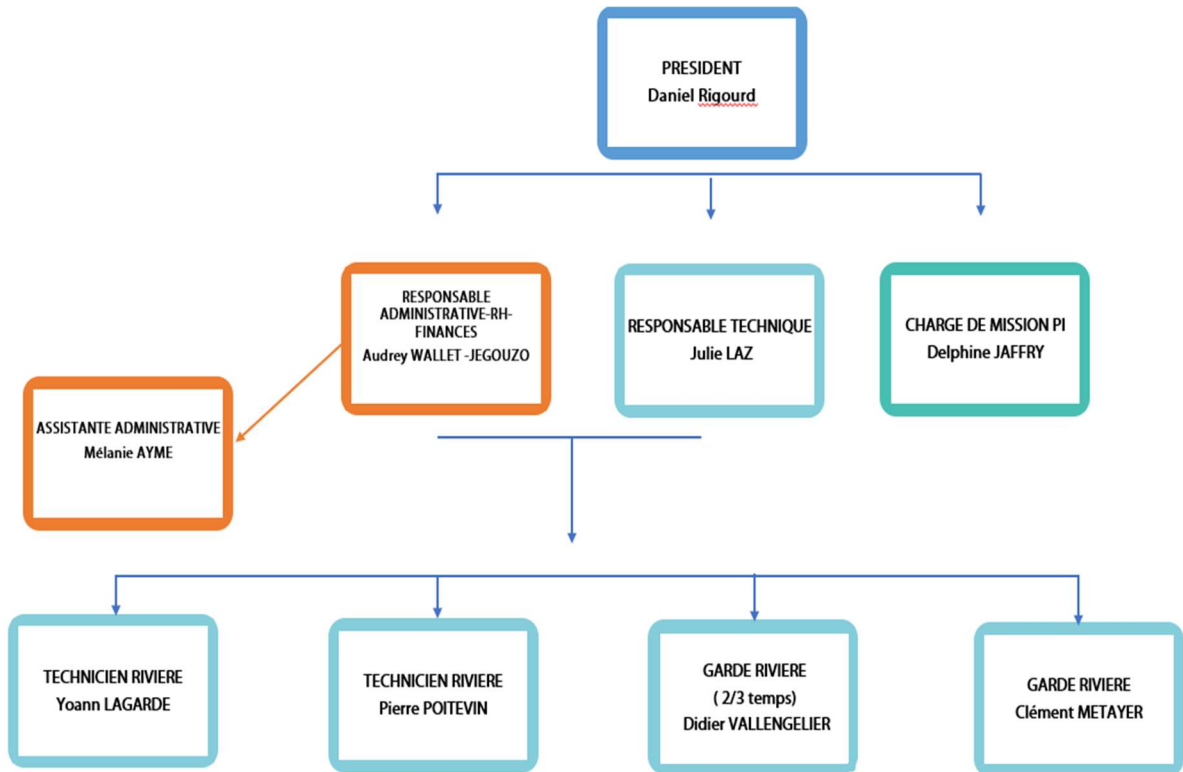
VII. Zoom sur certains éléments

VII.1 Le personnel

VII.1. a Structure des effectifs 2026

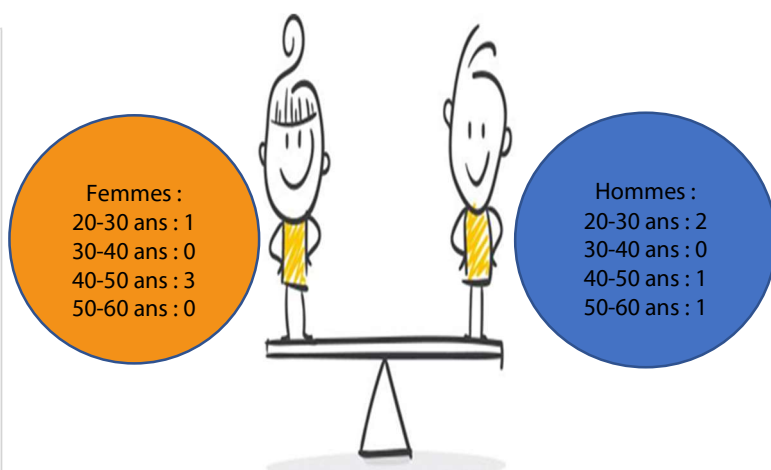
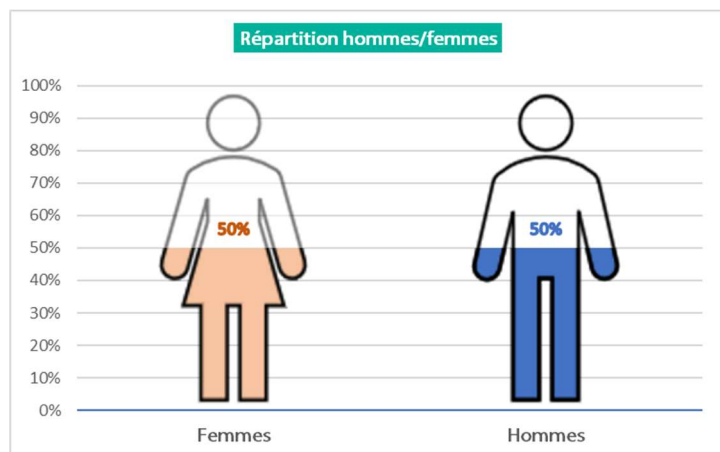
Le SEBV est actuellement composé de 8 agents titulaires ou contractuels.

Organigramme prévisionnel 2026

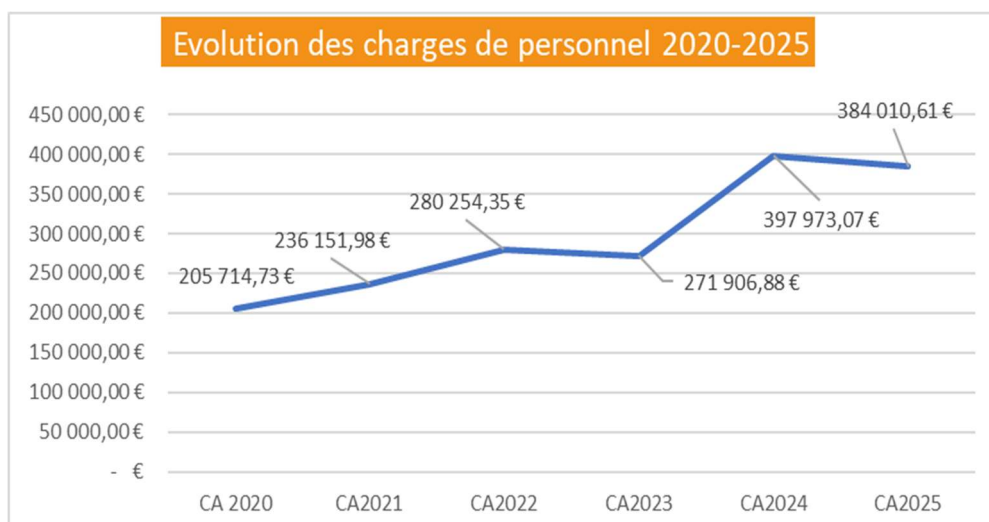


- 1 Responsable administrative, RH, finances, titulaire, 35 heures de catégorie A,
- 1 Responsable technique, contractuelle, 35 heures de catégorie A,
- 1 Chargé de mission PI, 35 heures de catégorie A,
- 2 Techniciens contractuels, 35 heures de catégorie B,
- 2 Gardes rivières titulaires, 35 heures et 24 heures de catégorie C.
- 1 Assistante administrative 35 heures de catégorie C.

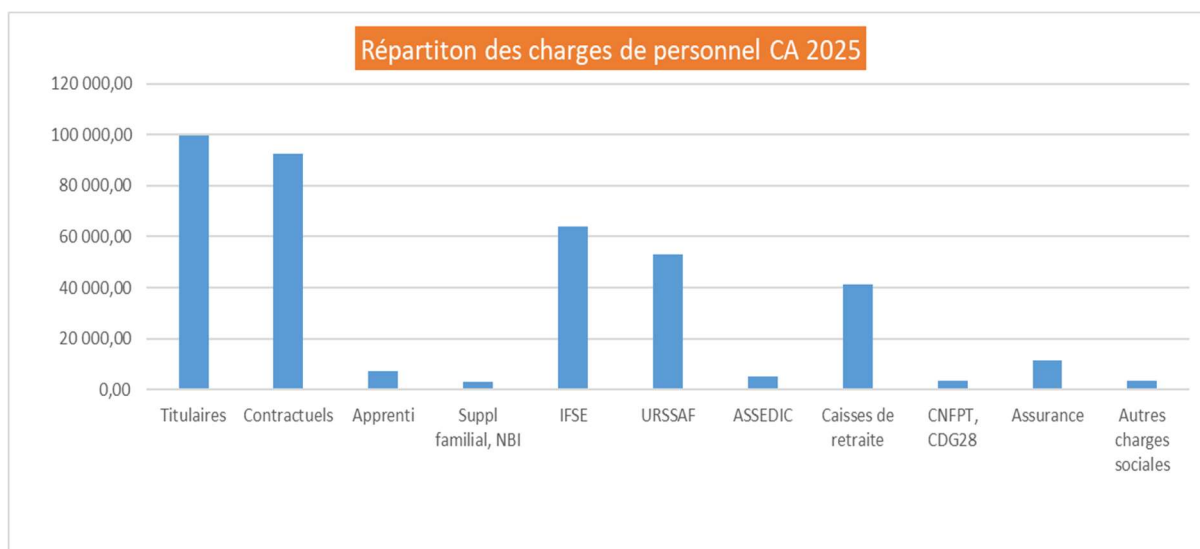
VII.1. b Répartition hommes/femmes de l'effectif actuel et répartition par tranches d'âges



VII.1. c Les charges de personnel



69.56% des dépenses réelles de la section de fonctionnement (assurance incluse)



La prévision budgétaire de 2026 de la masse salariale (**estimé à 421 000 €**) prendra en compte le décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 qui prévoit une augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter du 1er janvier 2025 pour atteindre 43,65% en 2028. Après 2025, une nouvelle hausse de 3 points de la cotisation CNRACL impactera donc la masse salariale pour 2026. De même, la rémunération sur une année pleine des agents recrutés en 2025, ainsi que de l'évolution des frais d'assurance du personnel et les astreintes du week-end sur les Systèmes d'Endiguements seront de nouvelles données à inclure dans le budget 2026.

La masse salariale représente une part importante du budget prévisionnel mais reste incontournable si le syndicat souhaite poursuivre sa politique croissante d'investissement et l'élargissement de ses compétences

VII.1. d Les aides financières sur les salaires

Pour mémoire, jusqu'en 2024, 2 financeurs accordaient des aides au financement des postes : l'Agence de l'Eau Seine Normandie et le FEDER (via la Région Centre Val de Loire) valorisant uniquement l'emploi des techniciens dans le cadre de l'animation GEMAPI, à hauteur respectivement de 50 et 30 %. Ces deux financeurs prenaient également en charge une partie des frais de fonctionnement liés à l'exercice de leurs missions.

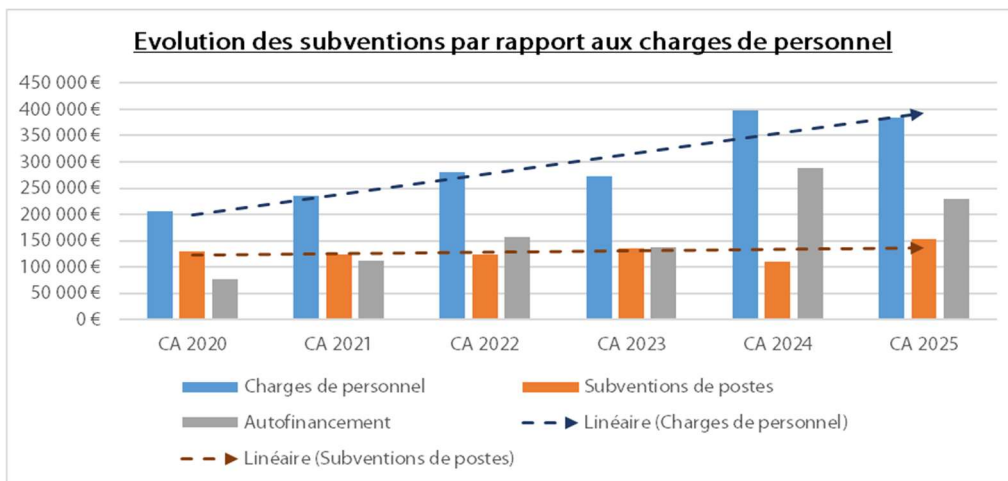
Depuis 2025, l'AESN dans son nouveau programme d'action valorise davantage l'animation du territoire et porte ainsi à **80%** son taux de financement des postes. Le SEBV a donc décidé de conventionner avec cette dernière et de mettre fin à la convention avec la Région Centre Val de Loire.

En 2025 le syndicat a souhaité valoriser l'animation du second garde rivière (25%) et de la responsable technique (25%). Une particularité, le poste du garde rivière de l'ex SIRE2 est financé à 75% par l'AESN puisqu'il assume des missions d'animation telles que la sensibilisation, la concertation, le suivi des études et des travaux de RCE.

Pour 2026, le poste de **chargée de mission PI** sera également subventionné à hauteur de **25%** pour l'animation de projets fondés sur la nature (zone d'expansion de crue...).

| Charges de personnel 2025 | Charges de personnel | Subventions de postes | Rbt sur salaires CASE et ASCO | Auto financement |
|---------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------------|------------------|
| | 372 576,15 € | 124 319,00 € | 29 649,14 € | 218 608,01 € |

L'écart entre les charges de personnel et les subventions devient de plus en plus marqué ce qui se traduit par un reste à charge pour le Syndicat plus important (195 668,09 € pour 2024 et 218 608,01 € en 2025).



VII.1. e Santé

Depuis 2024, le syndicat prend en charge une partie **la mutuelle** santé (contrat de groupe) et verse ainsi une participation employeur de **15 €** au foyer de l'agent qui souscrit à la mutuelle mutualisée.

De même, pour **la prévoyance**, à compter de 2026, une participation employeur de **15 €** sera allouée aux agents souscrivant cette dernière auprès de l'assureur proposé par le CDG28.

VII.2 Mise en place d'astreintes

Depuis le mois de septembre 2025, le SEBV a mise en place un système d'astreinte pour la surveillance des Système d'Endiguements dont il a la responsabilité. Pour le moment, l'astreinte est uniquement le week-end et ne concerne que la surveillance du SE de Nogent-le-Roi.

VII.2. a Le principe

En règle générale, dans une commune ou un syndicat de rivière (retrait d'embâcles, plus digue) l'astreinte fait l'objet d'une planification annuelle. Chaque week-end un agent est donc contraint de rester disponible en cas de nécessité d'intervention. L'agent perçoit en rémunération « le forfait de mobilisation » et le cas échéant des heures supplémentaires majorées.

Selon le document d'organisation basé sur les résultats de la note juridique d'Espélia (AMO mandaté spécifiquement sur ce point), le déclenchement de l'astreinte (dès niv 1 état de veille) peut- être évalué et donc arrêté le vendredi midi précédent le week-end. Cela signifie qu'entre le vendredi et le lundi la montée du niveau de l'eau est estimée suffisamment lente pour ne pas nécessiter une surveillance particulière de la part du gestionnaire de digue.

De ce fait, l'astreinte ponctuelle est le mode d'organisation qui a été retenu pour répondre au besoin de surveillance de la digue de Nogent-le-Roi.

2 types d'astreintes ont été mises en place :

- **L'astreinte d'exploitation pour les agents techniques qui devront se rendre sur le SE ;**
- **L'astreinte de décision pour les agents qui devront appliquer le protocole d'alerte et faire le lien entre les élus, les protagonistes et l'agent d'astreinte d'exploitation.**

Le protocole adopté est le suivant :

Déclenchement de l'astreinte d'exploitation, le vendredi midi (au plus tard) après une visite sur site permettant de confirmer un état d'alerte. Un agent sera alors mobilisé au dernier moment sur le principe du volontariat (à défaut désigné d'office par le Président). De même, pour l'astreinte décisionnelle, pour laquelle les agents encadrants devront s'organiser.

VII.2. b La rémunération

La rémunération des agents en astreinte est réglementée. Elle se distingue selon la filière (technique et autres), selon la catégorie (A, B, C) et enfin selon le type d'astreinte.

Exemple : L'astreinte d'exploitation est forfaitaire = 116.20 € majorée de 50% si l'agent est prévenu < 15 jours avant. L'intervention sur site est rémunérée à l'heure et est forfaitaire (22 €) ou indexée sur le traitement de l'agent (de 25 à 45 €).

| Coût moyen d'une astreinte non programmée : mobilisation + 1 visite sur site | | | |
|--|----------|------------------------|--------------|
| 1 week-end: | 174,30 € | Intervention 5h entre: | 110 et 175 € |
| Total maximal | | 349,30 € | |

En moyenne, le Bureau d'Etude a estimé à 6 le nombre d'interventions possibles par an pour le SE de Nogent-le-Roi. L'organisation des astreintes et leurs fréquences seront à repenser lorsque l'ensemble des SE du syndicat seront classés.

VII.3 Les participations des EPCI

VII.3. a Rappel de la clé de répartition

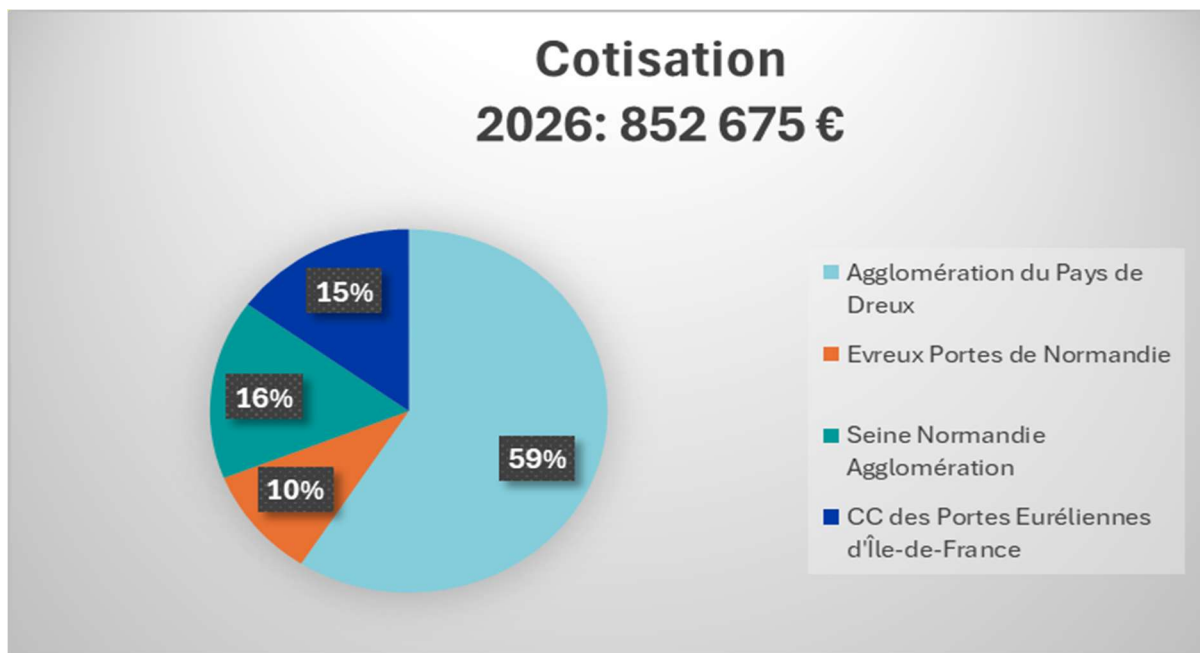
Conformément à l'arrêté définissant les statuts du SEBV, la contribution des membres est calculée selon une clé de répartition basée sur les critères suivants, pondérés chacun pour 1/3 :

- Au prorata de la population INSEE du membre comprise dans le périmètre du Syndicat ;
- Au prorata de la superficie du membre comprise dans le périmètre du Syndicat ;
- Au prorata du linéaire du bras principal et le linéaire des bras dérivés situés sur le territoire du membre comprise dans le périmètre du Syndicat.

Annuellement, sur la base de cette clé de répartition, le comité vote le montant des contributions des collectivités membres).

VII.3. b Evolution des participations sur la période 2025-2026

| Membres | Participations 2025 | Participations 2026 |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| CA Pays de Dreux | 504 729,26 € | 504 118,00 € |
| CC Portes Euréliennes d'Île de France | 123 167,03 € | 128 094,00 € |
| CA Evreux Portes de Normandie | 80 951,12 € | 84 189,00 € |
| CA Seine Normandie Agglomération | 111 032,59 € | 136 274,00 € |
| Total | 819 880,00 € | 852 675,00 € |



L'enveloppe globale estimée pour 2026 a été fixée à **852 675 €** soit une augmentation de **4%**.

La répartition de la participation entre les EPCI membres est ajustée en fonction de bases de calcul plus pertinentes et récentes pour chacun des 3 critères.

Les 4 EPCI membres du syndicat ont tous voté un produit de taxe GEMAPI dont une partie est à reverser au SEBV en fonction du plan pluriannuel d'investissement prévisionnel proposé.

VII.4 Le niveau d'épargne des 5 dernières années

VII.4. a L'épargne de gestion

Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers et charges et produits exceptionnels.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 127 555 € | 431 428 € | 453 509 € | 434 435 € | 418 915 € |

VII.4. b L'épargne brute

Aussi appelée CAF (Capacité d'autofinancement), Cet excédent de liquidités récurrentes permet à une collectivité locale de :

- faire face au remboursement de la dette en capital,
- financer tout ou une partie de l'investissement.

L'épargne brute est un outil de pilotage incontournable des budgets locaux. Il permet d'identifier l'aisance de la section de fonctionnement et de déterminer la capacité à investir su syndicat.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| CAF | 126 056 € | 428 956 € | 390 065 € | 431 035 € | 416 728 € |

VII.4. c L'épargne nette

Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement du remboursement de la dette.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| CAF | 126 056 € | 428 956 € | 390 065 € | 431 035 € | 416 728 € |
| Capital de la dette | 25 208,22 € | 25 888,83 € | 26 591,94 € | 18 291,90 € | 18 971,08 |
| Epargne nette | 100 847,49 € | 403 067,02 € | 363 472,95 € | 412 742,85 € | 397 757 € |

VII.5 La dette

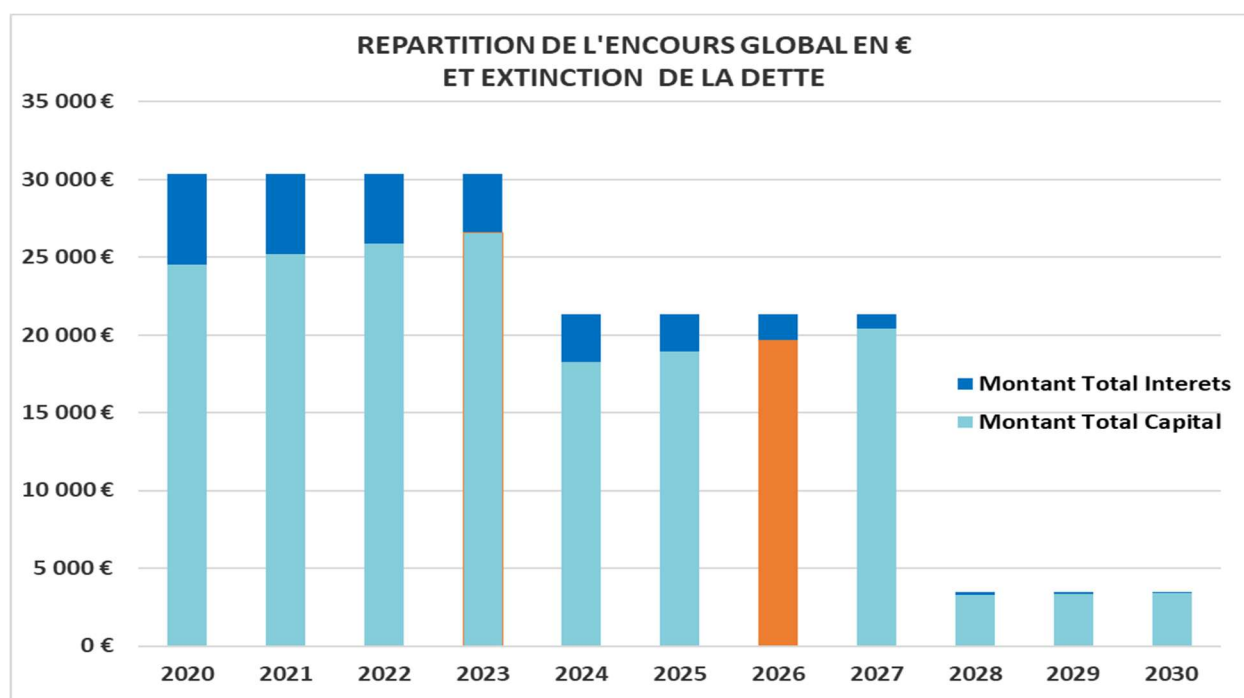
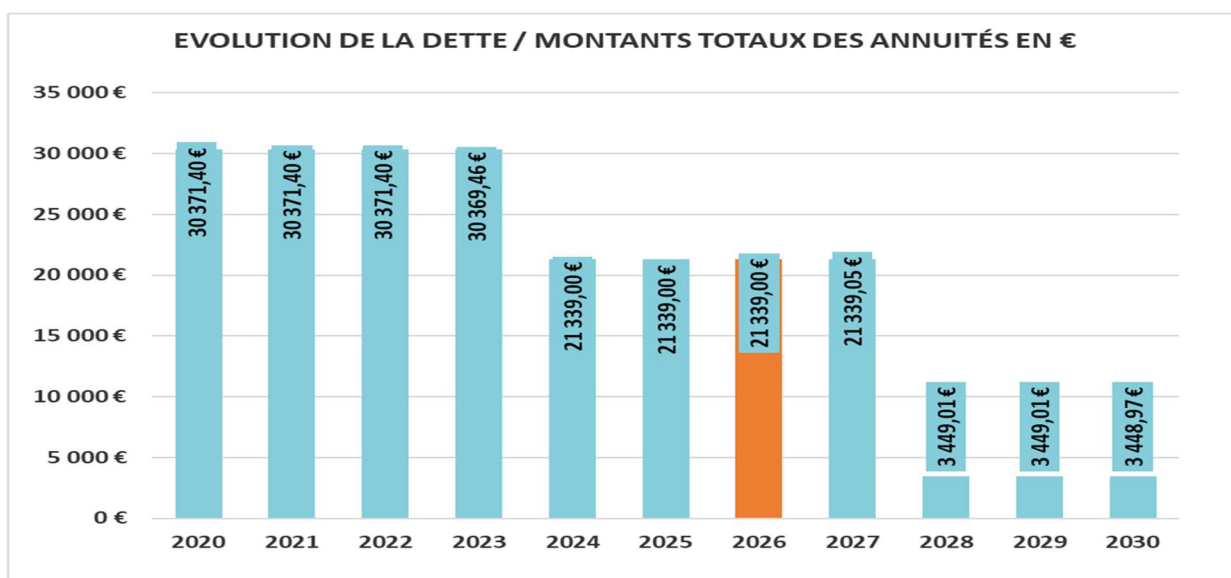
A l'heure actuelle, le SEBV doit rembourser **2 des 3 emprunts issus des précédents syndicats** , pour un montant annuel de 21 339.00 €.

Le premier emprunt s'est éteint fin 2023 avec le paiement de la dernière annuité des travaux engagés pour restaurer la continuité écologique du bief de l'ancien moulin de Fortisle à Tréon et la restauration hydromorphologique du cours de la Blaise dans la traversée de Saulnières.

La deuxième annuité à s'éteindre sera celle relative aux travaux de restauration de la Blaise, en 2027. Ce remboursement aura une incidence forte sur le budget car elle s'élève à 17 889,99 €.

La dernière annuité sera résiduelle pour 3 449.97 € et prendra fin en 2030.

| DETAILS EMPRUNTS | | | | | |
|---|---------------------------------------|---------------|--------|-------------------|------------------|
| OBJET | PRETEUR | MONTANT TOTAL | TAUX | DATE DE SIGNATURE | DERNIERE ANNUITE |
| TRAVAUX POUR RETABLISSEMENT DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE OULINS ET CHAUSSEE D'IVRY (1) | CREDIT MUTUEL | 45 500 € | 1.65 % | 26/05/2015 | 30/04/2030 |
| TRAVAUX RESTAURATION ENTRETIEN SUR LA BLAISE (2) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 250 000 € | 0.86 % | 13/12/2016 | 01/01/2027 |



| Capital restant dû | | Population INSEE (recensement 2019) | Ratio Capital restant dû/habitant |
|---------------------|-------------|---|---|
| au 1er janvier 2026 | 40 088,01 € | 112 668 | 0,36 € |



| ENDETTEMENT du SEBV | | | | | | | | |
|---------------------|-------------|-----------------------|------------------------|---------------------|------------------------|--------------------|---|-----------------------|
| Prêteur | Exercice | Montant Total Capital | Montant Total Interets | Montant Total Frais | Montant Total Commiss° | Montant Total ICNE | Capital Total Restant Dû au 1er janvier | Montant Total Annuité |
| 1 | 2021 | 2 928,33 € | 520,68 € | 0,00 € | 0,00 € | 347,12 € | 31 556,08 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2021 | 13 476,56 € | 4 413,43 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 106 862,78 € | 17 889,99 € |
| 3 | 2021 | 8 803,33 € | 229,07 € | 0,00 € | 0,00 € | 152,08 € | 26 635,83 € | 9 032,40 € |
| 1+2+3 | 2021 | 25 208,22 € | 5 163,18 € | 0,00 € | 0,00 € | 499,20 € | 165 054,69 € | 30 371,40 € |
| 1 | 2022 | 2 976,65 € | 472,36 € | 0,00 € | 0,00 € | 314,91 € | 28 627,75 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2022 | 14 033,14 € | 3 856,85 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 93 386,22 € | 17 889,99 € |
| 3 | 2022 | 8 879,04 € | 153,36 € | 0,00 € | 0,00 € | 101,81 € | 17 832,50 € | 9 032,40 € |
| 1+2+3 | 2022 | 25 888,83 € | 4 482,57 € | 0,00 € | 0,00 € | 416,72 € | 139 846,47 € | 30 371,40 € |
| 1 | 2023 | 3 025,77 € | 423,24 € | 0,00 € | 0,00 € | 282,16 € | 25 651,10 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2023 | 14 612,71 € | 3 277,28 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 79 353,08 € | 17 889,99 € |
| 3 | 2023 | 8 953,46 € | 77,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 51,12 € | 8 953,46 € | 9 030,46 € |
| 1+2+3 | 2023 | 26 591,94 € | 3 777,52 € | 0,00 € | 0,00 € | 333,28 € | 113 957,64 € | 30 369,46 € |
| 1 | 2024 | 3 075,69 € | 373,32 € | 0,00 € | 0,00 € | 248,88 € | 22 625,33 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2024 | 15 216,21 € | 2 673,78 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 64 740,37 € | 17 889,99 € |
| 1+2 | 2024 | 18 291,90 € | 3 047,10 € | 0,00 € | 0,00 € | 248,88 € | 87 365,70 € | 21 339,00 € |
| 1 | 2025 | 3 126,44 € | 322,57 € | 0,00 € | 0,00 € | 215,05 € | 19 549,64 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2025 | 15 844,64 € | 2 045,35 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 49 524,16 € | 17 889,99 € |
| 1+2 | 2025 | 18 971,08 € | 2 367,92 € | 0,00 € | 0,00 € | 215,05 € | 69 073,80 € | 21 339,00 € |
| 1 | 2026 | 3 178,03 € | 270,98 € | 0,00 € | 0,00 € | 180,65 € | 16 423,20 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2026 | 16 499,03 € | 1 390,96 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 33 679,52 € | 17 889,99 € |
| 1+2 | 2026 | 19 677,06 € | 1 661,94 € | 0,00 € | 0,00 € | 180,65 € | 50 102,72 € | 21 339,00 € |
| 1 | 2027 | 3 230,46 € | 218,55 € | 0,00 € | 0,00 € | 145,70 € | 13 245,17 € | 3 449,01 € |
| 2 | 2027 | 17 180,49 € | 709,55 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 17 180,49 € | 17 890,04 € |
| 1+2 | 2027 | 20 410,95 € | 928,10 € | 0,00 € | 0,00 € | 145,70 € | 30 425,66 € | 21 339,05 € |
| 1 | 2028 | 3 283,77 € | 165,24 € | 0,00 € | 0,00 € | 110,16 € | 10 014,71 € | 3 449,01 € |
| 1 | 2029 | 3 337,95 € | 111,06 € | 0,00 € | 0,00 € | 74,04 € | 6 730,94 € | 3 449,01 € |
| 1 | 2030 | 3 392,99 € | 55,98 € | 0,00 € | 0,00 € | 37,32 € | 3 392,99 € | 3 448,97 € |

VIII. Synthèse 2025 et orientations budgétaires 2026

Bilan 2025

- Des dépenses de fonctionnement en évolution suite à la fusion et à la création du SEBV ;
- Des recrutements 2025 (PI, responsable technique, technicien mi-temps, assistante administrative) ;
- Des financements stables sur les postes ;
- Des recettes de fonctionnement alimentées par les participations des EPCI et les partenaires financiers (AESN, région) ;
- Une section de fonctionnement contrôlée (excédent 2025) permettant de dégager une capacité d'autofinancement nécessaire au financement des projets en cours de la section d'investissement ;
- Des études et des travaux RCE/RL-PPMH décalés sur 2026.

Orientations 2026

- Une section de fonctionnement contrôlée permettant de dégager une capacité d'autofinancement nécessaire au financement des projets en cours de la section d'investissement ;
- Optimiser les ressources pour répondre aux besoins du syndicat ;
- Consolider sa nouvelle organisation et stabiliser ses effectifs ;
- Intégrer les nouveaux besoins de fonctionnement du syndicat (masse salariale, astreintes, entretien des digues...);
- Poursuivre les études PI, RCE, RL sur le territoire selon le programme pluriannuel élaboré ;
- Terminer les études PPMH et débiter des travaux PPMA ;
- Finaliser l'étude BV Vesgre et si possible les études des SE ;
- Lancer le premier plan de gestion des digues ;
- Travailler sur les perspectives d'évolution du syndicat pour 2026 avec l'extension du périmètre.

